

BULLETIN
TRIMESTRIEL SUR LA **PETITE** ENTREPRISE

VOLUME 10, N° 3, NOVEMBRE 2008

GRANDES

tendances

■ Entre le premier trimestre de 2007 et le trimestre correspondant de 2008, le nombre de salariés a fait un bond de 289 853, ce qui correspond à un taux de croissance annuelle de 2,1 %. Les petites entreprises¹ étaient à l'origine de 40,5 % de la hausse du nombre de salariés au premier trimestre de 2008, et les grandes entreprises, de 52,3 %. La contribution des entreprises de taille moyenne a baissé pour s'établir à 7,2 %, par rapport au taux de 19,4 % enregistré un an plus tôt.

■ Le nombre de travailleurs indépendants s'établissait à 2 622 500 au deuxième trimestre de 2008, soit 0,6 % de moins qu'au trimestre correspondant de 2007.

■ Au deuxième trimestre de 2008, 60,7 % des travailleurs indépendants détenaient un certificat ou diplôme d'études postsecondaires ou encore un diplôme universitaire, comparativement à 58,2 % des salariés.

■ Les insolvabilités commerciales, qui incluent les faillites² et les propositions³, s'élevaient à près de 1,3 milliard de dollars au deuxième trimestre de 2008, soit une baisse de 8,4 % par rapport au trimestre précédent.

■ Entre le premier trimestre de 2007 et le trimestre correspondant de 2008, le montant total des prêts non hypothécaires en cours consentis aux entreprises par les banques à charte a augmenté de 16,3 %, passant de 151,7 milliards à 176,4 milliards de dollars

¹ Les petites entreprises sont celles qui comptent moins de 100 employés, les entreprises de taille moyenne en comptent entre 100 et 499, et les grandes, 500 ou plus.

² La faillite entraîne la liquidation des actifs de l'entreprise et la fin de ses activités.

³ Les propositions portent sur le règlement des dettes entre le débiteur et les créanciers. En pareil cas, l'entreprise demeure en exploitation.

**EXAMEN DE L'ACTIVITÉ
D'EXPORTATION DES PME**

Possibilités et défis

Une récente étude menée par des chercheurs du Western Centre for Economic Research de l'Université de l'Alberta a révélé que les problèmes frontaliers avec les États-Unis posaient des difficultés à la plupart des petites et moyennes entreprises (PME) canadiennes. Le rapport intitulé *Reaching out: Exploring SME Exporting Opportunities and Challenges*, vise à améliorer la compréhension des problèmes auxquels se heurtent les PME, selon les données fournies par les PME de l'Ouest canadien, lorsqu'elles examinent les possibilités de prendre de l'expansion sur les marchés d'exportation et d'y accroître leurs bénéfices.

Défis

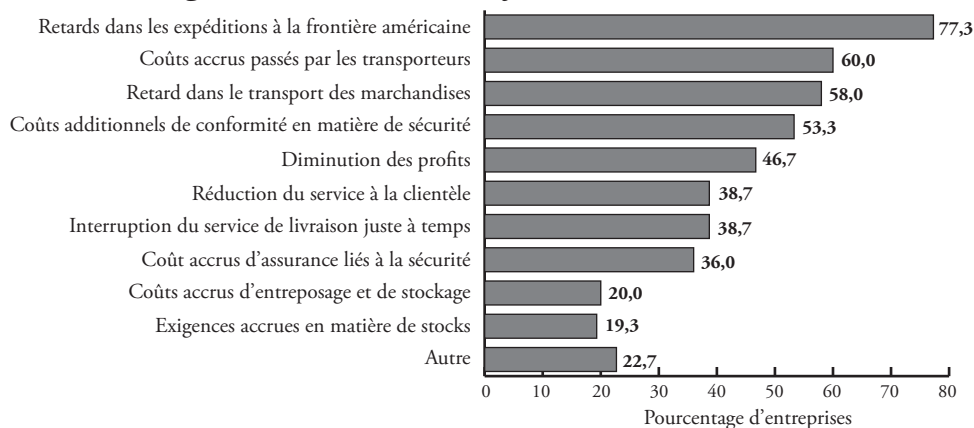
Par suite des préoccupations en matière de sécurité et de terrorisme, les conditions relatives au mouvement des biens et des personnes entre le Canada et les États-Unis ont changé au cours des dernières années, et la sécurité frontalière a également eu des répercussions sur les PME. Selon l'étude, 43,5 % des entreprises exportant sur le marché américain estiment que les politiques sur la sécurité transfrontalière nuisent à leurs activités d'exportation. La figure 1 présente le pourcentage d'entreprises qui rencontrent des difficultés particulières dans le cadre de leurs activités commerciales, et montre que les retards dans les expéditions à la frontière américaine, signalés par 77 % des répondants, constituent le principal problème.

(suite à la page 2)

Sommaire

Insolvabilité des entreprises	3
Création d'emplois	4
Travail indépendant	5
Services d'Entreprises Canada	5
Financement des entreprises	6
Propriété intellectuelle	7
Événements récents	8

Figure 1 : Problèmes à la frontière des États-Unis



Source : Western Centre for Economic Research, Université de l'Alberta.

Outre les défis que posent les problèmes frontaliers, plus de 25 % des entreprises ont également indiqué qu'une information inadéquate sur les douanes constituait un obstacle important – le deuxième plus grand obstacle externe pour les PME de l'Ouest canadien.

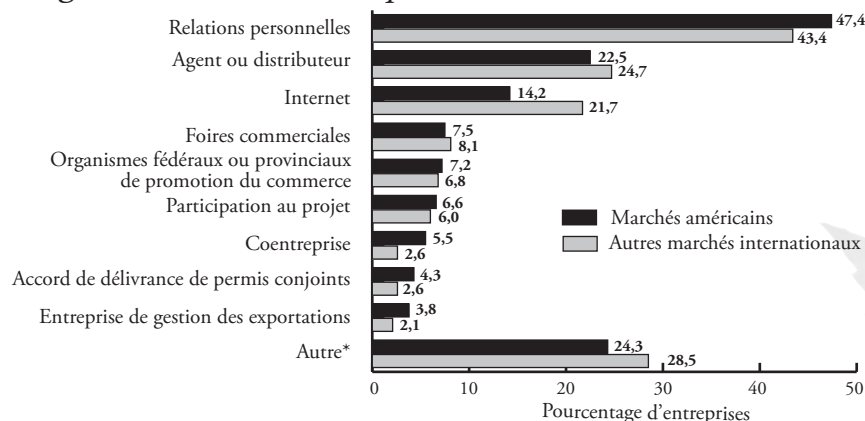
L'obtention de ressources additionnelles était également considérée comme un obstacle. Cette étude confirme le concept général selon lequel les petites entreprises sont moins enclines à exporter que les grandes car elles sont moins en mesure d'avoir accès aux ressources : les entreprises comptant entre un et quatre employés étaient deux fois plus nombreuses que celles en comptant entre 50 et 100 à avoir de la difficulté à trouver des ressources additionnelles.

Possibilités d'exportation

L'expérience acquise dans une entreprise exportatrice ou l'expérience de travail dans un pays étranger donne l'occasion de recueillir de l'information sur le marché, ce qui se traduit par une prédisposition à l'exportation. La moitié des entreprises qui ont fait part de leur intention initiale de pénétrer le marché américain appartenaient à des personnes ayant une expérience en exportation, comparativement à 20 % des entreprises dont les propriétaires n'avaient aucune expérience en la matière.

De plus, selon l'étude, les relations personnelles constituent pour les petites entreprises le moyen le plus souvent employé pour pénétrer un marché – près de la moitié des répondants ont choisi cette option plutôt que d'autres, comme le recours à un agent ou à un distributeur ou encore à Internet (figure 2). Des méthodes plus officielles, comme les organismes fédéraux

Figure 2 : Comment les exportateurs trouvent-ils des marchés?



* Autre inclut le bouche à oreille, la publicité, les exportations indirectes et les visites imprromptues.

Source : Western Centre for Economic Research, Université de l'Alberta.

(suite de la page 2)

et provinciaux de promotion du commerce, les partenariats, les coentreprises, les accords de délivrance de permis conjoints et les entreprises de gestion des exportations, étaient beaucoup moins utilisées.

Les constatations susmentionnées ne constituent que des résultats partiels de l'étude, qui a porté sur les exportations des entreprises vers les marchés des États-Unis et d'autres marchés internationaux, selon une enquête menée en 2007 auprès de 387 entreprises comptant moins de 100 employés. La plupart des entreprises évoluaient dans le secteur manufacturier, et quelques-unes dans le secteur des services professionnels et

techniques. L'étude s'articulait autour de quatre thèmes : le rôle des exportations dans les stratégies de croissance, la façon dont les entreprises trouvent des marchés d'exportation, les obstacles perçus à l'exportation, et les exportations indirectes et le rôle des fournisseurs étrangers.

On peut consulter le rapport intitulé *Reaching Out: Exploring SME Exporting Opportunities and Challenges*, de Edward J. Chambers et Williams J. Shaw, à l'adresse www.business.ualberta.ca/wcer/publications/bulletins/100-119/109.pdf (en anglais seulement).

INSOLVABILITÉ *des entreprises*

À la fin du deuxième trimestre de 2008, on enregistrait 1 922 insolvabilités d'entreprises, soit 1 611 faillites et 311 propositions. Par rapport au trimestre précédent, le nombre de faillites a baissé de 2,9 %, tandis que celui des propositions a chuté de 14,3 %, ce qui a donné lieu à une diminution de 4,9 % du nombre total d'insolvabilités d'entreprises. Selon une comparaison sur 12 mois à partir du deuxième trimestre de 2007, le nombre d'insolvabilités d'entreprises a baissé de 1,8 %, en grande partie en raison de la diminution du nombre de propositions (11,9 %).

Même si le tableau 1 montre des augmentations et des baisses sporadiques entre le premier trimestre de 2007 et le deuxième trimestre de 2008, le nombre d'insolvabilités d'entreprises a diminué continuellement au fil du temps après avoir atteint un sommet de 4 111 insolvabilités au premier trimestre de 1996. Cette baisse est principalement due au recul du

nombre de faillites, puisque le nombre de propositions est demeuré relativement stable, à 520, depuis 1996.

Selon des chiffres récents, au deuxième trimestre de 2008, la valeur du passif lié aux insolvabilités a baissé de 8,4 % par rapport trimestre précédent, mais a augmenté de 21,1 % sur 12 mois. Cette hausse est attribuable à la valeur exceptionnellement élevée des insolvabilités enregistrées dans l'industrie de l'information et les industries culturelles en 2007. Au deuxième trimestre de 2008, le passif lié aux faillites a reculé de 3 %, alors que celui lié aux propositions a chuté de 26,8 %. Sur 12 mois, le passif lié aux propositions a diminué de 8,5 %, tandis que celui lié aux faillites s'est accru de 30,5 %. Cette augmentation est principalement le fait de l'industrie de l'information et des industries culturelles, mais elle est également marquée dans le secteur des administrations publiques et celui de la construction.

Tableau 1 : Nombre total de cas d'insolvabilité, de faillites et de propositions et passif connexe

	Cas d'insolvabilité		Faillites		Propositions	
	Nombre	Passif (milliers de dollars)	Nombre	Passif (milliers de dollars)	Nombre	Passif (milliers de dollars)
T1 2007	2 099	3 977 097	1 745	3 718 389	354	258 708
T2 2007	1 957	1 071 559	1 604	814 591	353	256 968
T3 2007	1 738	939 070	1 437	654 297	301	284 773
T4 2007	1 818	779 393	1 507	534 931	311	244 462
T1 2008	2 022	1 416 836	1 659	1 095 720	363	321 116
T2 2008	1 922	1 298 018	1 611	1 062 879	311	235 139
	Variation (%)					
T1 2008-T2 2008	-4,9	-8,4	-2,9	-3,0	-14,3	-26,8
T2 2007-T2 2008	-1,8	21,1	0,4	30,5	-11,9	-8,5

Source : Bureau du surintendant des faillites Canada (www.osb-bsf.gc.ca).

CRÉATION *d'emplois*

Selon les données de la dernière *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* de Statistique Canada, le nombre de salariés a augmenté de 289 853 au premier trimestre de 2008 par rapport au trimestre correspondant de 2007, ce qui représente un taux de croissance annuel de 2,1 % (tableau 2).

La contribution sur 12 mois des petites entreprises à la croissance de l'emploi s'élevait à 40,5 % au premier trimestre de 2008, ce qui est supérieur de 5,4 % au taux enregistré au quatrième trimestre de 2007. La contribution des entreprises de taille moyenne à la croissance de l'emploi

Tableau 2 : Variation nette sur 12 mois¹ de l'emploi rémunéré² selon l'industrie, premier trimestre de 2008

Trimestre	Variation		% de la contribution à la variation totale, selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés)								
	%	Emplois	0-4	5-19	20-49	50-99	0-99	100-299	300-499	100-499	500+
T1 2007	2,1	285 728	-1,7	9,9	11,9	7,5	27,7	11,8	7,6	19,4	52,9
T2 2007	1,8	246 684	-1,8	9,4	13,6	9,6	30,7	12,2	8,7	20,9	48,4
T3 2007	2,3	314 148	2,7	15,8	12,0	6,6	37,1	9,8	6,6	16,4	46,5
T4 2007	2,3	319 939	-2,4	18,9	11,9	6,7	35,1	8,6	6,3	14,9	50,0
T1 2008	2,1	289 853	4,3	14,3	11,6	10,4	40,5	2,6	4,6	7,2	52,3
Industrie	Croissance (emplois)										
Exploitation forestière	-6,4	-3 164	-591	-750	458	234	-649	-896	-217	-1 113	-1 402
Exploitation minière, pétrolière et gazière	3,9	7 348	357	623	836	1 077	2 893	-395	595	200	4 254
Services publics	1,4	1 630	68	100	207	235	610	732	-635	97	923
Construction	8,4	56 935	3 421	14 932	9 894	6 424	34 671	12 684	2 909	15 593	6 671
Fabrication	-4,1	-72 447	1 609	-2 696	-3 210	-7 254	-11 551	-12 856	-860	-13 716	-47 181
Commerce de gros	1,1	8 481	-1 183	262	-29	5 364	4 414	2 021	-3 564	-1 543	5 610
Commerce de détail	4,1	71 187	-3 803	4 402	5 262	9 135	14 996	1 744	-1 000	744	55 448
Transport et entreposage	2,4	15 379	1 494	2 606	499	-119	4 480	-2 749	2 737	-12	10 911
Industrie de l'information et industries culturelles	1,6	5 718	296	-890	-749	-1 832	-3 175	-1 064	-960	-2 024	10 917
Finances et assurances	2,5	15 324	791	-1 752	-1 625	116	-2 470	445	29	474	17 320
Services immobiliers et services de location et de location à bail	2,5	5 958	2 823	-1 305	157	569	2 244	2 046	-1 158	888	2 827
Services professionnels, scientifiques et techniques	0,8	5 770	2 842	4 679	3 730	3 968	15 219	-4 893	1 677	-3 216	-6 234
Gestion de sociétés et d'entreprises	6,2	5 870	515	-590	331	-214	42	-1 269	1 560	291	5 536
Services administratifs et services de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	2,9	19 788	815	4 585	3 572	685	9 657	-2 770	-728	-3 498	13 630
Services d'enseignement	2,2	25 184	-20	923	-92	275	1 086	976	1 650	2 626	21 472
Soins de santé et assistance sociale	2,7	38 998	-1 693	7 791	3 167	3 591	12 856	296	2 989	3 285	22 854
Arts, spectacles et loisirs	0,9	1 907	1	-356	1 859	-13	1 491	-68	1 243	1 175	-759
Hébergement et services de restauration	3,9	37 982	1 729	2 863	3 162	4 172	11 926	7 153	4 515	11 668	14 387
Autres services (sauf les administrations publiques)	2,7	13 592	2 866	4 826	4 672	2 357	14 721	3 269	1 872	5 141	-6 270
Administrations publiques	3,6	28 417	49	1 055	1 585	1 312	4 001	3 029	806	3 835	20 580
Total - Canada	2,1	289 853	12 386	41 309	33 687	30 081	117 463	7 439	13 460	20 899	151 493

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures*, septembre 2008.

¹ La variation nette sur 12 mois de l'emploi rémunéré correspond à la différence entre le niveau d'emploi à un trimestre donné et le niveau d'emploi du trimestre correspondant de l'année précédente.

² Les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent pas de salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux et services militaires de défense. Les données ventilant l'emploi selon la taille des entreprises ne comprennent pas les entreprises non classifiées.

(suite de la page 4)

a baissé au cours des quatre derniers trimestres, passant de 20,9 % à 7,2 %. La contribution des grandes entreprises est demeurée stable, ces dernières étant à l'origine d'environ la moitié de la croissance de l'emploi au Canada entre le premier trimestre de 2007 et le trimestre correspondant de 2008.

Au premier trimestre de 2008, la croissance de l'emploi sur 12 mois a été la plus élevée dans le secteur de la construction (8,4 %), suivi par la gestion de sociétés et d'entreprises (6,2 %), le commerce de détail (4,1 %), l'hébergement et les services de restauration (3,9 %) et l'exploitation minière, pétrolière et gazière (3,9 %). Les secteurs où les petites entreprises sont à l'origine de la plus forte hausse de l'emploi sont celui de la construction (34 671 emplois) et celui des services professionnels, scientifiques et techniques (15 219 emplois).

Par rapport au premier trimestre de 2007, le nombre d'emplois dans les secteurs de l'exploitation forestière et de la fabrication a affiché une baisse sur 12 mois de 6,4 et de 4,1 % respectivement. Le secteur de la fabrication a enregistré la perte la plus élevée d'emplois (72 447), dont environ 16 % (11 551 employés) dans les petites entreprises et 65 % (47 181 employés) dans les grandes entreprises.

TRAVAIL *indépendant*

Utilisant les dernières données de l'*Enquête sur la population active*, le tableau 3 fournit une ventilation du niveau de scolarité des salariés et de diverses catégories de travailleurs indépendants entre le deuxième trimestre de 2007 et le trimestre correspondant de 2008. Pendant cette période, le nombre de travailleurs indépendants a baissé de 0,6 % tandis que le nombre de salariés a augmenté de 2,4 %. Les niveaux de scolarité des salariés et des travailleurs indépendants ont été relativement stables pendant cette période, enregistrant des variations inférieures ou égales à 0,6 %.

Les travailleurs indépendants étaient plus enclins que les salariés à être titulaires d'un certificat ou diplôme d'études postsecondaires ou d'un diplôme universitaire, mais ils étaient également plus nombreux, toutes proportions gardées, à ne pas avoir terminé leurs études secondaires. Au deuxième trimestre de 2008, 60,7 % des travailleurs indépendants détenaient un certificat ou diplôme d'études postsecondaires ou encore un diplôme universitaire, comparativement à 58,2 % des salariés. Par ailleurs, 13,4 % des travailleurs indépendants n'avaient pas terminé leurs études secondaires, comparativement à 12,8 % des salariés. Cependant, le nombre de

(suite à la page 6)

SERVICES *d'Entreprises Canada*

DONNÉES CLÉS *sur le commerce international*

Entreprises Canada offre aux PME canadiennes les outils d'analyse du marché international suivants, élaborés par le Centre du commerce international dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUED)/ Organisation mondiale du commerce, dont le siège est à Genève, en Suisse.

Trade Map fournit des données sur le résultat des exportations, la demande internationale, les marchés alternatifs et le rôle des concurrents des pays et territoires participants. Cet outil permet aux entreprises :

- d'analyser les marchés d'exportation actuels;
- d'obtenir une vue d'ensemble des concurrents sur le marché mondial et des marchés particuliers;
- d'examiner les possibilités de diversification des produits sur un marché particulier;
- de recenser les échanges bilatéraux existants et possibles avec tout pays partenaire.

Product Map regroupe des renseignements sur 72 industries, qui peuvent être utilisés pour les études de marché internationales et le développement des affaires. Cet outil offre aux intéressés :

- de nombreuses statistiques sur le commerce international pour plus de 180 pays et territoires;
- des outils d'analyse de marché qui permettent de comprendre les tendances commerciales mondiales;
- des outils pour relever les débouchés commerciaux internationaux dans les différentes catégories de produits.

Market Access Map fournit des renseignements sur les tarifs douaniers (droits de douane à l'importation) et d'autres mesures, appliqués par 186 pays importateurs aux produits exportés par 239 pays et territoires.

On trouvera un lien direct menant à ces outils à la fin du présent article dans le numéro en ligne du *Bulletin trimestriel de la petite entreprise* de novembre, à l'adresse www.ic.gc.ca/trimestrielPME.

Pour obtenir des renseignements généraux sur le démarrage et la croissance des entreprises, communiquez avec votre membre local du réseau Entreprises Canada.

TROIS *modes de services...*

CLIQUEZ

EntreprisesCanada.ca

APPELEZ

1 888 576-4444
1 800 457-8466 (ATS)

VISITEZ

Réseau
Entreprises Canada

(suite de la page 5)

travailleurs indépendants comptant 8 années d'études ou moins a chuté de 11,6 % entre le deuxième trimestre de 2007 et le trimestre correspondant de 2008.

De façon générale, dans toutes les catégories de travailleurs indépendants, on a constaté que la majorité d'entre eux avait un niveau de scolarité élevé. Au deuxième trimestre de 2008, la catégorie comptant la plus grande proportion de travailleurs titulaires d'un certificat ou diplôme d'études postsecondaires (35,3 %) était les travailleurs indépendants propriétaires d'une entreprise constituée en société sans aide rémunérée. On comptait parmi les travailleurs indépendants propriétaires d'une entreprise non constituée en société avec aide rémunérée

la plus grande proportion de personnes titulaires d'un diplôme universitaire, soit 31,4 %.

Toutefois, entre le deuxième trimestre de 2007 et le trimestre correspondant de 2008, la proportion de travailleurs indépendants propriétaires d'une entreprise non constituée en société, avec aide rémunérée, titulaires d'un certificat ou diplôme d'études postsecondaires a connu sa plus forte baisse (4,1 %), passant de 32,7 % à 28,6 %. Par contre, le plus grand gain, soit 1,4 %, a été enregistré dans la catégorie des travailleurs indépendants titulaires d'un diplôme universitaire qui étaient propriétaires d'une entreprise constituée en société, sans aide rémunérée. Cette proportion est passée de 27,0 % à 28,4 %.

Tableau 3 : Proportion des travailleurs indépendants¹ et des salariés selon la catégorie de travailleur et le niveau de scolarité, Canada, T2 2007 et T2 2008

Niveau de scolarité	Employés			Travailleurs indépendants			Entreprise constituée en société – Proportions				Entreprise non constituée en société – Proportions			
	Proportion (%)		Variation en % ²	Proportion (%)		Variation en % ³	Avec aide rémunérée		Sans aide rémunérée		Avec aide rémunérée		Sans aide rémunérée	
	T2 2007	T2 2008		T2 2007	T2 2008		Proportion (%)	Proportion (%)	Proportion (%)	Proportion (%)	Proportion (%)	Proportion (%)		
0-8 ans	2,4	2,3	-2,8	4,0	3,5	-11,6	2,7	2,9	3,3	2,4	3,9	4,8	4,5	3,7
Études secondaires partielles	10,7	10,5	1,3	9,3	9,9	5,4	7,9	9,3	8,0	9,3	9,5	10,2	10,1	10,1
Diplôme d'études secondaires	20,3	19,9	0,2	19,5	19,1	-2,3	19,5	19,3	18,0	18,3	19,1	17,7	19,9	19,5
Études postsecondaires partielles	8,7	9,1	6,8	6,3	6,7	5,4	6,0	6,3	6,8	6,3	5,5	7,2	6,4	7,0
Certificat ou diplôme d'études postsecondaires	34,9	34,9	2,5	34,6	34,2	-1,6	35,1	34,3	36,9	35,3	32,7	28,6	34,3	35,0
Diplôme universitaire	23,1	23,3	3,4	26,4	26,5	0,2	28,9	27,8	27,0	28,4	29,3	31,4	24,7	24,6
Tous les niveaux	100,0	100,0	2,4	100,0	100,0	-0,6	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

¹ Les travailleurs familiaux non rémunérés ne sont pas inclus dans ce tableau en raison de leur nombre peu élevé.

² Variation en pourcentage pour les salariés entre T2 2007 et T2 2008.

³ Variation en pourcentage pour les travailleurs indépendants entre T2 2007 et T2 2008.

FINANCEMENT *des entreprises*

Selon les données les plus récentes de la Banque du Canada, la valeur des prêts non hypothécaires en cours consentis aux entreprises par les banques à charte s'est accrue, passant de 151,7 milliards à 176,4 milliards de dollars, soit une hausse de 16,3 %, entre le premier trimestre de 2007 et le trimestre correspondant de 2008 (tableau 4). Même si la plus grande partie des prêts sont libellés en dollars canadiens, la hausse

des prêts en cours est principalement attribuable à une augmentation des prêts en devises étrangères (hausse de 49,0 %). Grâce à un dollar fort, les entreprises canadiennes ont pu acheter du matériel et de l'équipement à l'étranger afin d'accroître leur productivité et de maintenir leur avantage concurrentiel.

(suite à la page 7)

(suite de la page 6)

Globalement, les prêts en cours (en dollars canadiens et en devises étrangères) dans le secteur minier se sont accrus de 77,9 % en un an, pour atteindre 4,9 milliards de dollars au premier trimestre de 2008, soit leur plus haut niveau en 10 ans. Cependant, les prêts en cours libellés en devises étrangères dans ce secteur ont augmenté de 124,9 % durant la même période. Dans le secteur manufacturier les prêts en cours consentis dans une devise étrangère ont grimpé, passant de 9,4 milliards de dollars au premier trimestre de 2007 à 16,9 milliards au trimestre correspondant de 2008, soit une hausse de 79,4 %.

La valeur globale des prêts en cours consentis aux entreprises non constituées en société a suivi une tendance inverse. La valeur globale a augmenté de 4,2 %, mais le montant des prêts en devises étrangères a chuté de 55,3 % (passant de 275 millions de dollars à 123 millions) au cours de la période de 12 mois prenant fin au premier trimestre de 2008.

Tandis que le marché de la construction et de l'immobilier aux États-Unis a connu des variations négatives importantes, les prêts en cours consentis à ce secteur au Canada ont augmenté, passant de 29,1 milliards de dollars à 35,5 milliards, soit une hausse de 22,1 %. Il s'agit du niveau le plus élevé de prêts en cours depuis les dix dernières années. Le secteur de l'énergie a affiché un recul de 14,8 %, principalement en raison d'une baisse de 20,7 % des prêts en cours par rapport au sommet de 7,5 milliards enregistré au deuxième trimestre de 2007.

Tableau 4 : Prêts non hypothécaires consentis aux entreprises par les banques à charte, par industrie

(milliards de dollars)	T1 2007	T1 2008	Variation totale (%)	Variation pour les prêts en devises étrangères (%)
Secteur primaire	27,8	29,5	6,1	23,4
Mines	2,7	4,9	77,9	124,9
Énergie	7,0	6,0	-14,8	-49,2
Secteur manufacturier	31,1	38,4	23,7	79,4
Construction et immobilier	29,1	35,5	22,1	20,0
Transport et communications	10,7	15,1	40,4	32,1
Commerce de gros et de détail	26,5	29,6	11,4	36,8
Services	26,1	28,3	8,6	53,3
Total des prêts non hypothécaires aux entreprises	151,7	176,4	16,3	n. d.
Dollars canadiens	129,2	142,9	10,6	n. d.
Devises étrangères*	22,5	33,5	49,0	n. d.
Entreprises non constituées en société	11,5	12,0	4,2	-55,3

* Converties en dollars canadiens.

Source : Banque du Canada, *Statistiques bancaires et financières*, tableau C7, août 2008.

PROPRIÉTÉ intellectuelle

OFFICE de la propriété intellectuelle du Canada

Les inventions et les œuvres de création sont appelées propriété intellectuelle, laquelle peut être protégée par un brevet, une marque de commerce, un droit d'auteur, un dessin industriel ou une topographie de circuit intégré. L'Office de la propriété intellectuelle du Canada (OPIC), organisme de service spécial d'Industrie Canada, est responsable de l'administration et du traitement de presque toute la propriété intellectuelle au Canada.

Au moment de démarrer une entreprise, il importe d'établir les actifs de propriété intellectuelle afin de protéger les inventions et les œuvres de création. Le recours au régime de la propriété intellectuelle peut faciliter le développement des affaires et la stratégie concurrentielle à de nombreuses étapes : depuis l'élaboration du produit jusqu'à sa conception, depuis la prestation des services jusqu'au marketing et depuis l'obtention de ressources financières jusqu'à l'exportation ou l'essor de l'entreprise à l'étranger au moyen de la production sous licence ou du franchisage.

Formes de protection de la propriété intellectuelle

- Le **brevet** vise les nouvelles inventions (procédé, machine, fabrication, composition de matériaux), ou toute amélioration nouvelle et utile d'une invention existante.
- La **marque de commerce** est un mot, un symbole ou un dessin (ou toute combinaison de ces éléments), servant à distinguer les produits ou les services d'une personne ou d'un organisme de ceux d'un tiers sur le marché.
- Le **droit d'auteur** protège les œuvres littéraires, artistiques, musicales ou d'art dramatique (y compris les programmes informatiques), ainsi que trois autres catégories : la représentation, l'enregistrement sonore et le signal de communication.
- Le **dessin industriel** concerne les caractéristiques visuelles touchant la forme, la configuration, le motif ou les éléments décoratifs (ou toute combinaison de ces éléments), appliquées à un article manufacturé.
- Les **topographies de circuits intégrés** font référence à la configuration tridimensionnelle des circuits électroniques que l'on retrouve dans les schémas ou produits de circuits intégrés.

On trouvera le livret sur la propriété intellectuelle intitulé *Démarquez-vous de vos concurrents* à l'adresse www.opic.ic.gc.ca/epic/site/cipointernet-internetopic.nsf/fr/wr00820f.html. Ce livret présente aux lecteurs les principes de base du régime canadien de la propriété intellectuelle, administré en grande partie par l'OPIC, en plus de montrer aux lecteurs comment la propriété intellectuelle peut être intégrée aux entreprises.

ÉVÉNEMENTS *récents*

RAPPORT DE LA BANQUE MONDIALE :

Doing Business 2009

Publié en septembre 2008, le rapport de la Banque mondiale intitulé *Doing Business 2009* fournit une évaluation annuelle des réformes réglementaires et du processus administratif de conformité aux règlements qui influent sur la facilité de faire des affaires dans 181 pays. Utilisant les résultats issus de dix indicateurs, le rapport montre que le Canada est demeuré au huitième rang au cours des deux dernières années pour ce qui est de la facilité d'y faire des affaires. Le Canada se classe parmi les dix premiers dans les trois domaines suivants : deuxième pour le démarrage d'une entreprise; cinquième pour la protection des investisseurs et quatrième pour la fermeture d'une entreprise.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou encore une copie du rapport, consultez le site www.doingbusiness.org (en anglais seulement).

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise Direction générale de la petite entreprise et du tourisme

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par la Direction générale de la petite entreprise et du tourisme d'Industrie Canada. Cette publication facile à lire donne un aperçu de la performance récente du secteur de la petite entreprise au Canada.

Si vous souhaitez vous abonner, faites parvenir votre demande à l'adresse prg-sbpb@ic.gc.ca. Si vous avez des questions ou des commentaires concernant le contenu, veuillez en faire part à la rédactrice :

Manique Weerasinghe
Courriel : ranmalmanique.weerasinghe@ic.gc.ca
Direction générale de la petite entreprise et du tourisme
Industrie Canada
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5
Téléphone : 613-941-1462
Télécopieur : 613-946-1035
Site Web : www.ic.gc.ca/recherchepe

Autorisation de reproduction. À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faites parvenir un courriel à copyright.droitdauteur@communication.gc.ca

N° de cat. C12-18/10-3
ISSN 1205-9099
60530



Imprimé sur du papier recyclé à 10 %.

MESURES *de l'entrepreneuriat*

En juillet 2008, l'Institut Fraser a publié sa première étude sur un projet de recherche à long terme, intitulée *Measuring Entrepreneurship: Conceptual Frameworks and Empirical Indicators*. Ce projet vise à fournir une mesure détaillée de l'entrepreneuriat.

L'étude présente des données sur la performance du Canada et des États-Unis en utilisant des indicateurs empiriques qui portent sur différents aspects du processus entrepreneurial : création d'entreprises, travail indépendant, petites entreprises, capital de risque, dépenses consacrées à la recherche-développement et brevets.

L'étude conclut qu'il n'existe pas de définition détaillée unanime de l'entrepreneuriat et qu'aucune mesure ne donne à elle seule une bonne vue d'ensemble de l'entrepreneuriat.

On peut consulter le rapport intégral à l'adresse www.fraserinstitute.org/commerce.web/product_files/MeasuringEntrepreneurship2008.pdf (en anglais seulement).

ENTREPRISES *à fortes répercussions*

En juin 2008, le rapport intitulé *High-Impact Firms: Gazelles Revisited*, rédigé par Zoltan Acs, William Parsons et Spencer Tracy, a été publié par le Small Business Administration Office of Advocacy des États-Unis. La principale constatation de cette étude, quoique surprenante, indique que les entreprises à fortes répercussions ont en moyenne 25 ans. De plus, elles représentent entre 2 et 3 % de toutes les entreprises et sont à l'origine de presque toute la croissance de l'emploi dans le secteur privé et du revenu dans l'économie.

Le rapport fait fond sur les travaux antérieurs de David Birch portant sur les entreprises à croissance rapide (gazelles). Les auteurs font remarquer que les entreprises à fortes répercussions ne peuvent être recensées au cours de la période précédant leur phase de croissance. Les données indiquent également que toutes les industries, toutes les régions et toutes les catégories de taille d'entreprise comptent des entreprises à fortes répercussions.

On peut consulter le rapport intégral à l'adresse www.sba.gov/advo/research/rs328tot.pdf (en anglais seulement).